

Bruit(s)

édito

Si vous étiez Président...

Pour ce deuxième numéro de Bruit(s), nous sommes allés à la rencontre de jeunes stagiaires de l'École de la Deuxième Chance.

« 2017, Année présidentielle » a évidemment été au cœur de nos échanges pour entendre ce que disent de leur rapport à la politique, ces jeunes en âge de voter.

Que retenir de cette passionnante rencontre ?

Ces jeunes, comme nombre de nos concitoyens, considèrent la classe politique très éloignée de la réalité, de leur réalité. « Qu'ils reviennent un peu travailler pendant deux trois mois pour voir comment avec 1200 euros, la vie elle est beaucoup plus compliquée ».

Des regards empreints de générosité sur l'Autre

« J'aiderais les personnes dans le besoin... ».

Et puis et surtout des envies unanimes de plus d'égalité « Donner la même chose à tout le monde. Tout le monde pareil, pas de différence. Et si c'était égal pour tout le monde... ».

Des voix multiples, passionnantes, parfois contradictoires mais toujours sincères qui viennent compléter, confirmer mais aussi percuter ce que nous disent nos amis universitaires et chercheurs dont vous retrouverez l'essentiel des points de vue dans ce Bruit(s) N°2.

Et vous, si vous étiez Président ?

Sylvain Joliton
pour le Cercle Condorcet d'Auxerre

Sommaire

numéro 2 - janvier - février 2017

Pages 2-3-4-5

« Les grands enjeux de la présidentielle »
Carrefour d'idées avec la table ronde du 10 janvier 2017.

Pages 5-6-7

« Et si on parlait d'avenir ? »
La Scène des Idées, partenariat Sciences Humaines, Théâtre, Cercle Condorcet, autour d'une conférence de Jean Viard, le 31 janvier 2017.

Pages 7

« Ça fait quel Bruit(s) la campagne présidentielle ? »
Contour sonore d'une chaotique élection

Pages 8-9

« Et si on parlait des jeunes ? »
avec Anne Muxel, sociologue, directrice de recherche au CEVIPOF

Pages 10-11-12

« Et si on parlait avec les jeunes ? »
Conversation à bâtons rompus avec les élèves de l'École de la Deuxième Chance à Joigny.

Pages 12

Autour d'une image. La photo de Joël Lacour

Les grands enjeux des présidentielles

Ce 10 janvier 2017, on n'en finit pas de rajouter des chaises dans la salle.

Plus de deux cents personnes sont venues écouter Anne Muxel, Directrice de Recherche au CNRS (CEVIPOF Sciences Po),

Pascal Perrineau, professeur à Sciences Po, spécialiste de l'analyse électorale et de l'étude de la vie politique en France et au-delà,

Gilles Achache chercheur associé à Sciences Po Paris, qui dirige l'Institut Scan-Research, spécialiste de l'opinion sur le numérique,

Vincent Martigny qui anime « Les Ateliers du Pouvoir » sur France Culture, chercheur associé au CEVIPOF,

et Jean-Vincent Holeindre, professeur de Sciences Politiques à l'Université de Poitiers, secrétaire scientifique de l'INSERM, spécialiste des relations internationales et géopolitiques.

Anne Muxel, présidente de cette table ronde, situe le contexte en évoquant les nombreuses inconnues et singularités qui caractérisent cette élection. Comment, dans ce paysage, vont se positionner les forces politiques et les Français qui témoignent à la fois défiance et grand intérêt pour ces élections. Chaque intervenant éclairera la question de son point de vue.

Les préoccupations des Français

Pascal Perrineau explique comment les électeurs d'aujourd'hui se différencient de ceux du passé qui très souvent votaient par tradition familiale, sociale ou ancrage régional. Ces traditions ont perdu de leurs forces ou se sont modifiées.

Les électeurs se prononcent de plus en plus sur ce que l'on nomme « le vote d'enjeu », les grandes questions qui les préoccupent en tant que citoyens. Ils vont aller chercher le candidat qu'ils jugeront le plus apte à répondre à ces questions.

Deux enjeux importants émergent : celui qui préoccupe le plus est le terrorisme, quelle que soit l'orientation politique. C'est nouveau et cela aura un impact. L'autre enjeu est le chômage : on revient à du classique.

Les enjeux qui viennent compléter ces préoccupations premières sont l'immigration, nettement derrière le terrorisme, et le chômage. Cet enjeu est écrasant dans l'électorat frontiste, sensiblement moins important pour l'électorat de droite ou de gauche.

Cela aussi est nouveau. Puis viennent l'avenir de la protection sociale, les inégalités et les injustices (préoccupation importante à gauche) la pollution et le niveau des dépenses publiques.

Le reste (logement, incivilités, délinquance) est périphérique et ne structure pas autant les débats, mais ce qui est intéressant dans les points cités précédemment, c'est ce feuilleté de nouveau et de traditionnel.

Le niveau d'intérêt des électeurs pour les présidentielles est important mais se place dans un contexte de mécontentement qui peut nourrir un vote de mauvaise humeur.

Les clivages clairs gauche/droite n'apparaissent plus comme tels. Les enjeux sont trans-



versaux et préoccupent les électeurs quel que soit leur ancrage politique.

Nous voyons des électors marqués par des enjeux spécifiques, qui se constituent autour de ces questions et cherchent à les promouvoir, comme, au sein du Front National, l'immigration et la place de l'islam. On voit donc ce que les Français ont en tête. Ce qu'ils en feront dépend de ce que les candidats en feront.

Le rôle des médias

Gilles Achache replace les logiques dans une première réponse qu'il qualifie de traditionnelle : contrairement à ce que l'on pense, les médias n'influencent pas l'opinion autant qu'on le dit.

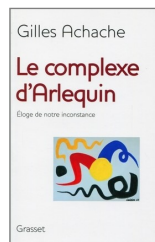
Le vrai lieu où se forment les convictions politiques est le cercle primaire, famille, amis. Les grands médias ne font qu'alimenter les conversations.

Le paysage médiatique est moins traditionnel qu'on ne le dit. La TV reste encore le média principal alors que l'influence de la presse écrite a diminué et devient une spécialité des couches les plus éduquées. La présence d'internet est devenue l'évènement principal dans la modification médiatique et caractérise cette élection.

« Les médias ne forment pas les convictions mais contribuent à déterminer ce qui est important dans le débat... »

Les nouvelles technologies ne font pas disparaître les anciennes mais s'y rajoutent et les obligent à se redéfinir. L'internet et la télévision font très bon ménage en matière d'information et de politique. Les huit millions de personnes qui ont regardé les primaires de droite ont beaucoup twitté, se sont beaucoup interpellées au travers des réseaux sociaux.

Ces médias ont résolu le problème de « la voix de retour » qu'avait la TV. La TV c'est une ou quelques personnes qui parlent à beaucoup de monde sans bien savoir ce que pense ce public.



L'internet a facilité cette « voix de l'autre » mais il ne fonctionne pas seulement comme un média vertical qui répond à la TV.

Il est aussi et surtout un média horizontal, un réseau où les gens peuvent se parler de ce qui se dit à la TV.

Donc on peut dire que l'internet a renforcé ce pouvoir de conviction qu'ont les uns avec les autres dans « le cercle primaire ».

Il est aussi un moyen de mobilisation collective beaucoup plus facile à organiser qu'une manifestation traditionnelle, moins coûteux en temps et en énergie. C'est cette fonction-là d'internet que l'on a vue utilisée dans les Révolutions arabes ou les mouvements comme Nuit debout.

C'est nouveau et cela nous amène à une autre dimension d'internet qui est celle de renforcer la démocratie en donnant du pouvoir à l'individu par la possibilité de prendre la parole publiquement pour exprimer sa pensée.

Cependant, au-delà de cette culture démocratique, internet a des effets nocifs dans la défiance à l'égard des institutions.

Cette question de l'expression collective était traditionnellement réglée avant, par le système des institutions, les partis, les associations, qui permettaient aux gens d'en bas de se faire entendre des gens d'en haut.

Mais il y avait raréfaction de la parole individuelle par ce système de la représentation. Avec internet, c'est le contraire. Les individus peuvent parler collectivement sans avoir besoin de passer par les institutions.

On peut donc dire qu'internet développe la culture démocratique tout en sapant la confiance dans les institutions.

On entre dans un paradoxe important à savoir que la défiance à l'égard des institutions démocratiques aujourd'hui ne procède pas d'une haine de la démocratie mais d'un excès de démocratie. Internet cristallise le phénomène en étant au cœur de cette contradiction.



Un autre aspect d'internet est celui du contrôle « démocratique ». Les smartphones permettent de contrôler l'action des hommes et des institutions politiques, parfois de manière compliquée.

Le « Casse-toi pauvre con » que Nicolas Sarkozy a traîné pendant tout son mandat provenait d'une vidéo d'un smartphone.

Enfin, avec l'exigence démocratique, internet rajoute une crise dans la démocratie qui est l'exigence de transparence absolue. On dévoile au grand public ce que les institutions cherchent à cacher. On cherche d'autant plus à les contrôler qu'on ne leur fait pas confiance.

L retour des nationalismes

Vincent Martigny explique qu'il est toujours très difficile, quand on parle de nationalisme, de savoir de quoi on parle, car dans la vie politique française aujourd'hui, très rares sont ceux qui utilisent le terme « nationalisme ».

Quand on fait quelques enquêtes historiques, on se rend compte que le fameux débat sur l'identité nationale dont on dit qu'il est né en 2007, au moment où Nicolas Sarkozy a proposé un ministère de l'identité nationale et de l'immigration, date en fait de 1981.

C'est le parti socialiste qui s'intéresse à ce thème. Depuis dix ans, la plupart des gens qui veulent instruire ce débat, qu'ils soient de gauche ou de droite, ont coutume de dire qu'il s'agit de retrouver des valeurs communes qui unissent les Français. Mais c'est un débat clivant qui ne parvient pas à unir les instigateurs de ce thème, aussi sincères soient-ils.

On constate qu'il est un sous-thème du débat sur l'immigration et qu'il porte beaucoup moins sur ce qui constitue l'identité nationale que sur les frontières de cette identité. Dans cette question du nationalisme, exaspération du sentiment national, la réflexion se fait sur les frontières du groupe. ●●●

« La question n'est pas tant
« Qu'est-ce que nous sommes ? »,
mais « Qui n'est pas ce
que nous sommes? Qui ne fait
pas partie de la communauté ? »

Certains ont pu penser que l'éviction de Nicolas Sarkozy aux primaires ferait qu'on ne parlerait pas, ou moins, d'identité nationale à la prochaine élection. Ce thème continuera à être central.

Aujourd'hui, il divise et embarrasse la gauche qui a le sentiment de n'avoir pas grand-chose à dire qui puisse faire barrage à ce qui apparaît comme étant le récit de la droite, un récit qui laisserait peu de place au pluralisme culturel.

Mais ce thème perturbe tout autant la droite car il pose la question de sa relation avec le Front National. On sait qu'il peut y avoir porosité entre les deux. Il y a, dans les franges les plus droitières, des acteurs qui souhaitent un rapprochement avec le Front National sur la question des valeurs. François Fillon va être poussé à s'affirmer sur ces questions.

C'est un thème qui reste aujourd'hui dominé par la droite et l'extrême-droite dans un récit national qui fait la part belle à la culture de la majorité, avec une difficulté à penser la question de la différence.

Cette thématique historiquement portée par la gauche mais plutôt minoritaire aujourd'hui, est liée probablement à des inquiétudes sur l'immigration et le terrorisme. Elle divisera chacune des familles politiques, au-delà du clivage traditionnel gauche/droite.



Et l'international dans tout ça ?

Jean-Vincent Holeindre montre comment, en général, dans les élections, l'international est ce qui intéresse le moins.

La politique étrangère n'apparaît pas comme une question clivante. Elle est plutôt perçue comme reflétant une forme d'intérêt national, une forme de continuité au-delà des sensibilités de droite ou de gauche.

La question du terrorisme plane mais se situe à la charnière du national et de l'international, avec interpénétration des enjeux nationaux et internationaux. On a bien vu dans le débat qui a eu lieu sur la dénomination du conflit comme étant une guerre ou pas.

Une guerre est par définition un événement international. Or là, nous avons affaire à des individus appartenant à deux organisations qui n'ont pas le statut d'État, qui ont déclaré la guerre à une population et aux principes démocratiques qu'ils exècrent.

Comme cela a été dit, internet baisse le coût d'entrée dans la participation politique, dans la mobilisation, mais il faut dire aussi que ces nouveaux moyens de communication, utilisés par les mouvements terroristes, font que le coût d'entrée dans la violence, dans l'attentat, est si faible que des « pieds nickelés » peuvent avoir une incidence considérable sur le national et l'international.

Al-Qaïda et Daesch sont des organisations efficaces de leur point de vue, mais personne n'ose penser sérieusement qu'elles sont capables, sur le plan conventionnel, de vaincre les armées régulières.

La difficulté aujourd'hui est que toute la puissance militaire des États, n'est que de peu de secours pour conjurer la menace terroriste.

L'attentat terroriste a à voir avec le national puisqu'il nous pose les questions « Qui suis-je ? Qui sommes-nous ? Dans quelle société vivons-nous ? Selon quelles valeurs souhaitons-nous vivre et nous organiser politiquement ? ».

C'est très important parce que le terrorisme et le dispositif d'urgence qu'il a suscité pose la question de notre organisation démocratique.

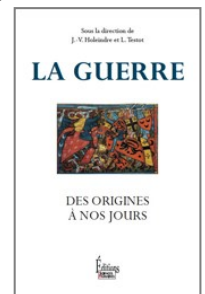
L'état d'urgence, même s'il ne représente pas en soi une menace pour la démocratie, pose la question de savoir jusqu'où sommes-nous prêts à aller dans notre organisation politique, en matière de libertés publiques et individuelles, en matière de sécurité.

La question terroriste met en lien des questions qui autrefois étaient séparées comme par exemple la situation du Moyen Orient et la politique nationale.



La question de la guerre est au centre du débat.

Nous étions sur l'idée que la paix allait de soi et rendait les enjeux de politique internationale finalement secondaires. Il faut aujourd'hui accepter l'idée que l'évidence de la paix n'est plus là.

L'inquiétude suscitée par le terrorisme pose la question de la capacité de l'État, et de la stature présidentielle à assurer la sécurité des citoyens tout en dessinant un cap qui permette aux Français de se dire qu'ils sont dans un projet démocratique. Un des éléments du succès de Marine Le Pen ou Emmanuel Macron est l'échec des partis traditionnels dans la volonté de fixer un cap.



••• Quant à l'Europe ...

 **Le problème avec l'Europe ...**
Un éditeur me disait un jour,
« Si tu veux être sûr de faire
un livre qui ne marche pas,
fais un livre sur l'Europe » 

C'est un sujet qui à la fois revient comme une ancienne sans être pourtant au centre de l'attention. Le problème est l'idée que les Français se font de l'Europe qui serait un levier pour rendre la France plus puissante.

Il y a un malentendu : le projet européen n'a pas vocation à cela mais à créer une sorte de pôle qui aurait une existence propre et serait un acteur international à part entière.

Or, force est de constater que la France et d'autres pays n'ont pas contribué à faire de l'Europe un acteur international qui compte.

Kissinger disait « L'Europe ? Quel numéro ? ».

t si on parlait d'avenir ?

Ce Mardi 31 janvier 2017, l'invité de la Scène des Idées est Jean Viard, sociologue, économiste qui, au-delà des élections, nous emmène au cœur des bouleversements de cette société naissante qui nous étonne parfois, nous inquiète souvent, nous interroge toujours.

« Comment dépasser le simple constat d'une crise de notre destin commun, comment reconstruire du politique, du sens, de l'espérance collective, comment relier nos destins variés et discontinus, comment penser la valeur des choses et des êtres dans une société de post-croissance ? ».



Héloïse Lhéréty, rédactrice en chef de la revue Sciences Humaines, présente ainsi la conférence de Jean Viard, dont l'originalité est de penser le politique, non pas seulement à partir du social ou de l'économie mais à partir du temps, tel qu'il a été bouleversé au cours des dernières décennies.

Une société à comprendre

C'est sur deux chiffres que Jean Viard ouvre son propos, deux chiffres fondamentaux qui dégagent deux tendances fortes de cette société en devenir.

Le premier c'est que 65 % des bébés cette année sont nés hors mariage. Cela veut dire que le mariage n'est plus le cadre légitime de la famille, cette institution fondatrice des sociétés. À côté de ces bébés hors mariage, il y a 3 milliards de gens connectés sur internet. En dix ans, la moitié de l'humanité s'est mise en réseau. Ces chiffres nous disent que nous sommes devenus des individus qui n'acceptons plus d'appartenir à des règles institutionnelles. Nous avons acquis une autonomie. Les familles n'ont jamais aussi bien marché, on ne s'est jamais autant aimés, les repas du dimanche ont explosé. La famille ne se défait pas, mais elle n'est plus institutionnelle et on veut vivre comme on veut.

Il y a d'un côté, cette montée de l'individu qui défait les classes sociales, les grands systèmes d'appartenance, et de l'autre, cette mise en réseau. La moitié des Français ne vote plus et de plus en plus, la démocratie est en difficulté.

 **La vieille politique est en**
train de mourir, et la nouvelle
n'est pas encore née... 

Le politique se transforme parce que jamais le monde n'a changé aussi vite. Cette vitesse de bouleversement, difficile à penser, est la difficulté du présent. On était dans une société où on se racontait les choses à travers des récits de classes. On avait des fiertés. C'était un monde de force, un monde d'hommes qui construisaient les classes sociales, sans les femmes puisqu'elles n'étaient pas salariées.

Il n'y a plus ce sentiment d'appartenance qu'il y avait dans le monde du travail. On avait un métier pourri, on était mal payés, mais on écrivait l'histoire. Quand on a une grande foi, ça sublime les conditions objectives du quotidien. Mais quand on perd ça, « le peuple redevient foule » (Victor Hugo). C'est là que naît le fascisme. Le peuple a une mémoire, une culture, une transmission, un récit communs.

À un moment, il devient une foule, des gens égarés, qui ne savent pas où ils vont ensemble, qui ont besoin de quelqu'un qui leur dise des choses simples. Et on arrive à Trump, à Le Pen. ●●●

Dans cette société du numérique, la politique devient plébiscitaire, entraîne la foule et ne la construit plus. Le principe de vérité n'est plus un enjeu de débat scientifique.

La rupture de 68 a opéré une révolution culturelle et cassé les structures. On est devenus mobiles, la vie s'est allongée. Dans cette société de l'individu, les nouvelles techniques de communication ont accéléré les liens entre les gens, ont inventé cette révolution collaborative, révolution du lien, qui bouleverse totalement la valeur des choses, qui déplace l'idée de travail .

Des chiffres pour comprendre

On fait en moyenne 50 kms par jour. On en faisait 5 jusqu'en 1960. En Europe, en ce moment, on fait l'amour 8000 fois dans une vie, en moyenne. Avant 14, c'était 1000 fois. Il y avait 6 enfants, on en fait 2. On perd ses parents à l'âge de 63 ans en moyenne en France, quand on est déjà à la retraite. Avant, c'était vers 40, 45 ans, au milieu de la vie. On héritait, de la ferme, du commerce, Nous, on hérite quand on est à la retraite, mais ce n'est pas productif.

On travaille 10% de son temps en Europe. Notre espérance de vie depuis notre naissance est de 700 000 heures en France, contre 500 000 heures jusqu'à la guerre de 40. Pour avoir droit à la retraite, il faut avoir travaillé 67 000 heures sur 700 000 heures de vie, soit 12% de sa vie contre 40% sous Léon Blum. Si on ne comprend pas cela, on ne comprend rien.

La place du travail

Le travail n'est plus fondateur de l'ensemble des liens sociaux. Les autres liens se font dans des groupes, dans le temps libre. Regardons cette société par le temps, comprenons cette accélération par le numérique qui se fixe dans les territoires métropolitains. Ce sont deux cents métropoles qui portent la mondialisation. En France, il y en a dix, et c'est là que l'on n'a cessé de créer des emplois en CDI. Dans tout le reste, l'emploi a reculé et il n'est pas en CDI. Les jeunes doivent voyager, aller dans une métropole parce que c'est la culture du monde moderne.

 **L'affrontement capital/travail,**
glisse vers un affrontement
territorial 

Ils y sont heureux parce qu'ils sont dans le coup, dans le moteur. Alors que dans le péri-urbain, les petites villes, on a l'impression que le moteur, ce n'est pas nous.



La métropole est la mine du XXIème siècle.

C'est un état de fait, mais comment fait-on pour donner de la répartition ?

Tout jeune a droit à cela. On appartient à un même corps social et politique mais ça se construit. Être Français, c'est connaître la France. Au moins Paris, la Place de la République ... et puis la mer. Le voyage construit les générations.

Il faut essayer de penser une société de vies complètes. La vie s'allonge, la mémoire aussi. Plus la vie est longue, plus elle devient une vie d'aventure, plus vous pouvez retenter votre chance, changer d'amour, de métier, de ville, de conviction politique. Comprendre ces vies discontinues, c'est comprendre que l'on est passé d'une société de l'espace à une société du temps. On s'est approprié le temps. Avant 1789, il était à Dieu. Après, il était au travail. Maintenant il est à nous et il faut lui donner du sens.

On est devenus de plus en plus mobiles.

 **Les valeurs du temps libre**
écrasent celles du travail. 

Les liens privés sont plus forts que les liens sociaux. 75% des gens disent qu'ils sont heureux. Il y a des difficultés, bien sûr, mais l'individu vit au cœur d'une tribu familiale jouissante.

Par contre, la vision commune de la France, de la démocratie, du monde est lamentable. On a un vieux discours politique qui ne nous raconte pas le monde de demain. Nous sommes dans une société du bonheur privé et du malheur public. La révolution collaborative bouleverse tout cela. On est dans une révolution du marché du travail autant culturelle que productive.

Il y a une crise industrielle, bien sûr, mais on a bouleversé la culture parce qu'on est sur des vies discontinues, sur un mouvement d'égalité des sexes. L'homme invente. La grande invention des sociétés modernes est l'entretien des corps. 40% d'entre nous s'occupent du corps des autres : à éduquer, soigner, divertir, cultiver et créer des loisirs. Le monde moderne est un monde du sens, du lien, de l'éducation, de la santé, de la culture. C'est là que sont les emplois. On est mauvais dans l'éducation : on perd de vue 100 000 gamins chaque année et on les retrouve après, au chômage et au vote Front National. Quant aux personnes âgées, la part que l'on y met n'est pas bonne. 200 métropoles concentrent l'urbanité et le lien. Quatre organisent la mondialisation: Shanghai, Los Angeles, New York et Paris. ●●●

Réinventer la politique

Comment fait-on de la politique là-dedans ?

C'est difficile parce qu'aujourd'hui la politique est une affaire de vieux, culture des partis, des classes. La ville est prise en mains par une classe créative, qui fait cette ville numérique et qui n'est pas une classe. Ceux qui font de la politique sont des retraités. C'est très bien, mais comment peut-on faire le récit de ce que l'on est en train de vivre ? « L'art de dire » est la première chose de la politique. Et les seuls qui savent le faire aujourd'hui, ce sont les tribuns populistes.

Le président américain dit qu'il veut des murailles et qu'on soit blanc et chrétien.

La nouvelle aventure de l'humanité est de faire désirer la mondialisation. L'humanité a été réunifiée, c'est définitif. Avant, elle était en expansion. Nous, on vivra définitivement tous ensemble et on saura en permanence ce qui se passe à l'autre bout du monde. C'est un basculement gigantesque. C'est normal d'avoir peur. L'espace est clos, la seule liberté c'est le temps, l'augmentation de la vie. Dans ce monde-là, on sera tous multi-appartenants. On peut être ouvrier et homosexuel, et breton et cycliste et musulman. On change d'appartenance au cours de la vie. Comment on pense, comment on défend nos valeurs quand on n'est plus un groupe organisé, une classe sociale ?

Les monothéistes ont construit la mondialisation en construisant des empires conquérants. Les Chinois, les Indiens, les Africains eux, n'ont pas eu d'empire. Ce qui les intéressait c'est de développer leur culture pour vivre mieux chez eux, entre eux. Nous, on a voulu conquérir le monde.

En Europe, on est 7% de la population mondiale, on touche 25% de la masse salariale mondiale et 50% de droits sociaux mondiaux. Pourquoi voulez-vous que les gens ne viennent pas chez nous ? Donc ces grands ensembles culturels vont construire une mondialisation girondine, et à l'intérieur des territoires, chacun doit avoir droit à sa métropole avec une grande région autour.

Il faut réinventer la politique, ça va prendre longtemps, il faut que les intellectuels aient le temps de penser et que cela se diffuse dans les structures organisées. Il faut reconstruire un imaginaire tourné vers demain : la mondialisation, l'égalité hommes-femmes, le réchauffement climatique, la consommation d'énergie, la pollution. Nous allons vers des sociétés discontinues et nous devons créer un droit social qui accompagne ●●●

●●● les gens dans des vies discontinues. Il faut inventer ces droits-là, mais il ne s'agit pas de donner 700 euros à tout le monde.

La solidarité commence par le regard et la parole. Donner de l'argent à des gens qui n'ont rien demandé, à qui on n'a pas parlé, dont on ne sait pas les problèmes, c'est donner de l'argent...

Recevoir quelqu'un, discuter, comprendre où sont les problèmes, c'est créer du lien.

Cela n'exclut pas le fait de donner de l'argent, mais on ne peut pas supprimer le lien, c'est lui qui nous rend humains.

MV

Ça fait quel bruit(s) la campagne présidentielle ?

Sur le plateau de bois, les dés roulent à la recherche du 6. Les petits chevaux tombent et se relèvent, retournent à l'écurie, repartent sur fonds d'hymnes de campagnes épiques, rock galvanisant, jazz électrique, hip hop détendu.

Les petits chevaux font la course sur des mots-drapeaux qui soulèvent des clameurs.

Au bord de la piste, des nombres à moteurs vrombissent dans des carambolages successifs.

Les milliards budgétaires percutés par les millions de chômeurs font quelques tonneaux pour aller s'écraser au fond d'un précipice où gisent déjà les sanglots des estimations de votants, pourcentages de déficit, inégalités, suppressions d'emplois, impôts, petites phrases et pouvoir d'achat.

Les petits chevaux proclament, affirment et argumentent dans des orchestrations disparates, piles d'assiettes mal rangées qui ne cessent de s'entrechoquer pour finir en éclats.

L'imprévisible fait place à l'incroyable, lui-même supplanté par l'impensable suivi de près par l'insupportable.

Dans ce concert désaccordé, on cherche le fragment d'une cantate qui raconterait une autre histoire. Une histoire qui ne ferait pas peur.

Et l'on se surprend à rêver du silence de la forêt qui bruisse de ces vies petites et invisibles, dont le seul métier est de vivre.

On voudrait entendre ce murmure secret du coquillage que l'on colle à son oreille, chuchotement du ressac, promesse de bleu, et de lumière.

Michèle Vannini



Et si on parlait des jeunes?

C'est Anne Muxel que nous sommes allés voir. Sociologue, directrice de recherches au Cevipof (CNRS-Sciences Po), elle a conduit de nombreuses recherches sur le rapport des jeunes à la politique. Elle a publié, entre autres, *Avoir 20 ans en politique : les enfants du désenchantement* (Seuil, 2010).

Bruit(s) - Vous vous intéressez depuis longtemps aux jeunes et à leur rapport à la politique.

Pourquoi ?

Les jeunes sont ceux qui feront la société de demain. Il me semble que leurs attitudes, leurs opinions et leurs comportements, la façon dont ils rentrent dans cette société, dans leur futur rôle d'adulte, leur perception du monde et le développement de leurs choix politiques, tous ces éléments sont tout à fait révélateurs de l'état du lien à la démocratie des citoyens aujourd'hui, de l'état de cette société et de son système politique.

Bruit(s) - Comment s'opère la politisation de cette génération par rapport aux précédentes ?

Ce qui est caractéristique de la politisation des jeunes d'aujourd'hui, c'est qu'ils entrent dans un temps où la politique fait l'objet d'une grande défiance. Les allégeances, les affiliations, les loyautés à la fois idéologiques et partisans se sont considérablement affaiblies, et c'est un rapport beaucoup plus individualisé à la politique qui est en train de s'établir avec la nécessité pour chaque citoyen de faire des choix, de s'engager ou pas, mais à partir de décisions qui le renvoient davantage à lui-même.



Par cette individualisation des choix et des pratiques, la politique s'est désinstitutionnalisée. Les partis ont perdu de leur force d'attractivité, les syndicats ne font plus recette, et quand il y a des engagements, ils se font dans des organisations, des mobilisations plus autonomes.

Le citoyen est donc dans un rapport beaucoup plus individualisé à la politique.

C'est dans ce contexte que les jeunes générations entrent en politique, font leurs premiers pas de citoyens, d'électeurs, à la fois plus défiant et plus individualisés.

Bruit(s) - Dans cette idée d'individualisation, au-delà des désillusions, y a-t-il aussi un rapport à la liberté individuelle qui détermine ces comportements ?

En même temps que s'est affirmée cette individualisation, en parallèle s'est affirmé le refus des étiquettes, la nécessité de se sentir libre par rapport à des affiliations idéologiques qui pourraient être enfermantes.

 **Il y a l'idée de garder son libre arbitre, de ne plus épouser la ligne politique imposée par un parti.** 

Et ça c'est nouveau et ça a beaucoup changé la temporalité de l'engagement qui est souvent limité dans le temps, plus sporadique.

Il y a moins cette idée de rester compagnon de route d'une organisation politique pendant plusieurs années. On n'épouse plus une identité politique et on est aussi beaucoup plus critique avec un versant négatif de la défiance qui creuse l'écart entre les citoyens et les responsables politiques, mais aussi un versant positif qui stimule et renforce une critique qui n'est pas forcément mauvaise pour la démocratie.

Les jeunes entrent en politique dans ce contexte à la fois de défiance mais aussi de politisation critique.

Bruit(s) - Est-ce que la nature même de l'engagement s'est modifiée ?

L'engagement s'est modifié non seulement dans le rapport au temps mais il est aussi devenu beaucoup plus exigeant parce qu'il y a un besoin d'immédiateté et de réponses concrètes. Mais surtout, l'engagement est plus réversible. On peut s'engager, se désengager facilement et c'est la conséquence de l'affaiblissement des allégeances politiques ou syndicales.

Bruit(s) - Comment les jeunes investissent la politique ? De quelle façon est-elle ou non intégrée dans leur quotidien ?

On dit souvent que les jeunes sont dépolitisés ou moins politisés que leurs aînés. Ils le sont un peu ●●●

●●● moins mais globalement c'est à peu près pareil. Donc on observe qu'il n'y a pas de dépolitisation, et les jeunes ont de l'intérêt pour la politique comme à peu près le reste de la population. Alors selon les segments de la jeunesse, on va constater des écarts, des fractures politiques liées notamment au niveau de diplôme qui renvoie aux conditions d'insertion sociale de ces jeunes. La jeunesse diplômée s'intéresse davantage à la politique, mais globalement on ne peut pas dire qu'il y a désintérêt pour la politique, c'est une première remarque de politisation.

Après, il y a la question de l'abstention.

Les jeunes, à toutes les élections, y compris l'élection présidentielle qui est celle à laquelle ils votent le plus, sont toujours un peu plus abstentionnistes que leurs aînés, même si l'abstention, depuis trente ans est devenue un phénomène politique qui ne cesse de progresser d'une élection à l'autre.

« L'abstention est un message à part entière, un moyen revendiqué comme tel, d'exprimer son mécontentement ... »

Mais là encore, si cette abstention est le signe d'un repli, elle est aussi de plus en plus investie comme un message à part entière, un moyen revendiqué comme tel d'exprimer son mécontentement, de contester l'offre électorale proposée, d'envoyer des signaux au gouvernement pour dire que les choses ne vont pas.

C'est donc cette part politique et protestataire de l'abstention qui s'est développée. Les jeunes entrent en politique porteurs de toutes ces caractéristiques qui modifient au fil du temps le modèle de la citoyenneté. Le citoyen va être plus critique, faire un usage alterné du vote et de l'abstention alors qu'avant on votait davantage par devoir.

Enfin, les jeunes montrent un potentiel plus protestataire encore que leurs aînés. Il y a plus de passage à l'acte, c'est plus facile pour eux de participer à des mobilisations. Donc si l'on résume cette politisation des jeunes c'est cela : défiance, intermittence du vote et protestation plus active.

Bruit(s) - Quel sens a le vote pour eux ?

C'est de moins en moins un devoir qu'un droit. Le vote est considéré comme étant un droit d'expression dans lequel s'exprime aussi le droit de ne pas voter. Il n'est plus investi de cette norme civique du devoir de voter tel qu'il l'était dans les générations précédentes.

C'est un acte à la fois plus individualisé, plus réflexif, qui dépend de la façon dont chacun va apprécier le contexte, les enjeux, l'attraction pour tel ou tel candidat.

Les enjeux sensibles sont plus saillants. Tout cela fait qu'il y a un rapport plus émotionnel à l'acte électoral, moins normatif et moins enchâssé dans une obligation,

Bruit(s) - Est-ce que les hommes politiques comprennent les attentes de la jeunesse et quelles sont-elles ?

Les politiques font toujours de la jeunesse une cible de leur programme, mais très souvent il y a beaucoup de déception car au-delà des promesses, peu de choses sont faites vraiment pour les jeunes. D'abord parce que la question que renvoie la jeunesse aujourd'hui est celle de sa place dans la société et des moyens que la société lui donne pour occuper cette place.

Avec un taux de chômage tel qu'on le connaît en France c'est très difficile. Les politiques savent bien que dès l'instant où ils s'adressent aux jeunes, c'est finalement la question la plus difficile qu'ils n'arrivent pas à résoudre depuis plusieurs années aussi bien à gauche qu'à droite, celle du chômage, qui reste posée.

Donc ils ont un peu tendance à éluder. Par ailleurs, les jeunes sont devenus des citoyens plutôt critiques, exigeants. Les politiques ne peuvent plus leur raconter d'histoires, faire des promesses, des petits aménagements, des mesures un peu gadget pour les satisfaire. Du coup les politiques sont très mal à l'aise pour leur faire des propositions.

Enfin les jeunes font peur aux politiques parce que la jeunesse est imprévisible, capable de se mobiliser, d'entraîner derrière elle des mouvements sociaux incontrôlés.

Propos recueillis par Michèle Vannini

**Et puis,
nous sommes
allés
discuter
avec les
jeunes**



t si on parlait avec les jeunes?

L'École de la deuxième chance fait partie d'un réseau national de 59 écoles sur le territoire. Dans l'Yonne, elle est portée par la Ligue de l'Enseignement Bourgogne - Franche Comté. Elle accueille des jeunes de 18 à 30 ans, sans diplômes, sortis sans solution du système scolaire. Pour chaque élève, un parcours de formation individualisé est construit, appuyé sur une alternance entre formation en entreprise et remise à niveau des savoirs fondamentaux. L'un des grands principes de l'école est la construction de citoyens autonomes, responsables et acteurs de leur formation.

C'est un accueillant « petit-déjeuner/débat » qui a été organisé par l'équipe pédagogique.

Autour de la table, sept élèves. Les croissants, jus de fruits et petites galettes au chocolat ne les empêchent pas de prendre les choses très au sérieux.

Bruit(s) - Est-ce que vous vous intéressez à la politique ?

Émilie - Moi oui

Anthony - Moi non

Émilie - Quand j'étais petite, j'ai vu un film. C'est l'histoire d'une petite fille. Son père vote pas, ou il vote n'importe comment et on comprend comment le vote de cette personne va déterminer qui va être président.

Du coup, je me suis toujours dit que ... Je sais que mon vote seul n'a pas grande conséquence mais si je vote pas, c'est comme si je m'en foutais, donc je peux pas me plaindre de la société si moi je défends pas qui je voudrais qui soit président, ou maire, ou député.

Oui, c'est intéressant parce que c'est notre vie.

Anthony - Ça m'intéresse pas, parce que les politiques sont au-dessus de nous.

On n'est pas égaux et sincèrement, ça m'intéresse pas d'aller voter parce qu'ils sont tous pareils. C'est pas qu'ils disent tous la même chose mais au final c'est pareil.

Haerleme - Bien sûr que c'est intéressant de savoir ce qu'ils pensent, ce qu'ils veulent mettre en place et si ils vont vraiment le faire.

C'est la France, donc ça nous concerne, puisqu'on vit dans cette société.

Émilie - Je regarde la télé, BFMTV parce qu'il y a beaucoup d'informations. Ça permet d'écouter ce qu'ils ont à dire, de voir ceux qui changent d'avis. Et comment ils se tirent tous dans les pattes. On le voit en ce moment avec Fillon. Je trouve ça ridicule. C'est de la polémique juste pour le buz. Nous, clairement, on s'en fiche un peu, parce qu'on n'y peut rien. C'est pas nous, simples citoyens français qui allons dire que c'est dégueulasse, même si ça l'est.

Haerleme - Quand Anthony, dit qu'on n'est pas au même niveau qu'eux, c'est juste une place, parce

que sans nous, sans notre vote, ils sont rien, ils seront jamais présidents. On n'est ni plus bas, ni plus haut qu'eux, Chacun sa place.

Anthony - Vu comme ils s'engueulent, on dirait des gamins dans une cour de récréation.

Haerleme, Émilie - Brouhaha...

Mais tu sais pas ce qui se passe réellement !

Bruit(s) - Vous, vous êtes jeunes. Vous attendriez quoi de la politique ?

Haerleme - Il faudrait que ce soit suffisamment encadré. Il y a plein de choses qui vont pas.

Ch'sais pas comment dire, c'est plein de petites choses qui vont pas mais on peut pas expliquer.

Émilie - Moi j'ai regardé « Patron incognito » sur M6. J'ai toujours rêvé que les présidents les ministres, avant de prendre des décisions, ils redescendent un peu en bas de la chaîne et qu'ils réalisent que la vie... les pains au chocolat, c'est plus 50 centimes. Qu'ils reviennent un peu travailler pendant deux trois mois pour voir comment avec 1200 euros, la vie elle est beaucoup plus compliquée.

Moi je pars dans mes rêves mais je voudrais qu'il y ait des ministres, des députés, et aussi qu'on élise une personne par région, un citoyen normal, un ouvrier, un maçon.

Et il représenterait cette région. Pour qu'on puisse tous parler.

Parce que le mec qui est maçon avec 1500 euros et le ministre qui gagne 4000 euros, qui a une qualité de vie, ils vont pouvoir parler, mettre des choses en place plus facilement.

Après, je critique pas leur salaire, mais ...

Haerleme - Moi, je voudrais que les hommes politiques nous donnent un peu plus de travail.

Anthony - Qu'ils fassent quelque chose pour nous, mais pas pour eux.

Quelque chose pour tous les Français, tout le monde.

Bruit(s) - *Quelle est cette chose qu'ils ne font pas et que tu voudrais qu'ils fassent ?*

Haerleme - Il faudrait du travail

Ophéline - Plus de portes pour les jeunes. Parce qu'il y a des personnes qui peuvent se payer des études, et d'autres qui peuvent pas accéder. Y'a des choses qu'on pourra jamais faire, nous tous dans cette salle. Des métiers, et puis d'autres choses. Des choses qu'on voudrait faire et on pourra pas. C'est injuste parce que nous on voudrait s'en sortir et y a des gens qui bloquent pour qu'on s'en sorte pas. Il faudrait nous aider, parce que, au final, quand on travaille, après on le rend, l'argent. Il devrait y avoir les mêmes aides pour tout le monde. Pour tout. Pour les métiers, pour ... Ch'sais pas, pour plein de choses quoi ...

Jonathan - Moi j'irai pas voter parce qu'à choisir entre la peste et le choléra, j'y vois pas d'intérêt.

Ophéline - Moi je veux aller voter mais je ne sais pas encore pour qui. Je pense que le vote c'est important. Enfin, oui et non. Dans ma famille y en a beaucoup qui ne votent pas et après ils critiquent. Mais en même temps je comprends : ils nous promettent monts et merveilles et au final on n'a rien.

Sabrina - Moi je voudrais bien voter mais je ne peux pas parce que je n'ai pas la nationalité. Mais je pense qu'il faut voter pour choisir l' élu. On a besoin d'avoir un président, des ministres...

Hajar - Moi aussi, je voudrais bien mais je n'ai pas encore la nationalité. Je vote toujours dans mon pays et quand je le pourrai, je voterai ici.

Bruit(s) - *Est-ce qu'il vous arrive de discuter politique avec votre entourage ?*

Tout le monde - Oui, oui, ça arrive

Émilie - C'est LE sujet dont il ne faut pas parler en famille. Quand je vois mon père et mon oncle, ... L'un à droite, l'autre à gauche et ça part tout de suite en délire. C'est comme la religion, il faut pas en parler.

Bruit(s) - *Pourquoi c'est si difficile ?*

Émilie - Parce que tout le monde n'est pas d'accord. Après, chacun a sa façon de voir les choses, de les ressentir. Chacun choisit ce qu'il va défendre aussi. Comme la religion.

Bruit(s) - *On pourrait imaginer ne pas être d'accord mais pouvoir quand même discuter...*

Haerleme - Moi je ne suis pas d'accord avec Anthony, mais je reste sur ma position parce que j'ai raison et je ne vais pas me remettre en question et lui non plus. Ça sert à rien d'épiloguer, on se tait et puis voilà.

Bruit(s) - *Alors on ne peut parler politique que quand on est d'accord ?*

Émilie - Non, non, pas du tout . Avec ma compagne, on n'est pas d'accord mais on arrive à débattre. C'est pas pareil parce que c'est ma conjointe. Alors je me tais, ça part pas en tension. Mais quand il y a des gens déterminés sur leur point de vue c'est pas possible.

Bruit(s) - *Avec qui c'est plus facile de discuter politique ?*

Haerleme - Avec les amis avec qui on a grandi. Attention, c'est pas parce qu'on a grandi ensemble qu'on va tous voter pareil ! Non, chacun pense comme il veut mais c'est plus facile parce qu'on va pas se taper dessus. Ceux avec qui on a grandi, on est plus que des amis, on est comme des frères. Je ne pourrais pas me permettre de parler politique avec une personne de l'extérieur parce que je sais que ça pourrait aller loin, si on ne pense pas pareil.

Émilie - C'est toujours intéressant d'écouter ceux qui ne sont pas d'accord avec nous. Ça fait réfléchir. Mais il faut avoir une relation de confiance.

Haerleme - Oui, c'est ça, la confiance. Ne pas avoir honte de dire les choses.

Bruit(s) - *Qu'est-ce qui influence vos choix politiques, que vous votiez ou non ?*

Émilie - Il y a déjà le programme, ce que chaque parti propose. Moi j'adore regarder les débats politiques, c'est rigolo.

Haerleme - Moi c'est plus les expressions de la personne qui comptent. Pas forcément ce qu'elle dit mais comment elle place ses gestes, son regard, Quand elle formule quelque chose, il faut que les gestes soient cohérents avec les mots qu'elle dit. Parce que ça se voit quand quelqu'un est sincère.

Anthony - Moi je ne regarde pas les émissions à la télé. Ma mère elle les regarde. Ça la fait rigoler. C'est comme « Le juste prix ». Mais on parle pas politique.

Ophéline - Moi, je n'ai pas les mêmes opinions que celles de ma famille. Donc on parle mais quand on voit que ça va dégénérer on arrête. Je préfère regarder toute seule et avoir mon point de vue. Mais c'est quand même bien d'en parler.

Bruit(s) - *De quoi parle-t-on quand on parle politique ?*

Haerleme - De nous en globalité, de tout le monde, de tous ceux qui vivent ici. C'est ça la politique, c'est parler de nous.

Jonathan - Parler politique c'est parler de ce qu'on attend, de ce qu'on n'attend plus.

C'est un grand terme qui englobe tellement plein de trucs qu'on peut pas vraiment définir.

J'en parle avec ma famille mais ça reste un sujet sur lequel je ne me penche pas. Parce que ça veut tout et rien dire.

Bruit(s) - Si vous étiez président, quelle chose vous semblerait vraiment importante à faire ?

Anthony - Le pouvoir au peuple.

Haerleme - J'aiderais les personnes dans le besoin. Il faudrait plus favoriser ceux qui ont des difficultés financières, de logement, qui sont dans des centres d'hébergement.

Ophéline - Donner la même chose à tout le monde. Tout le monde pareil, pas de différence. Et si c'était égal pour tout le monde, il y aurait moins de conflits, ici ou ailleurs.

Sabrina - Oui, je pense la même chose. Aider les gens en difficulté, les sans-abri.

Hajar - Moi aussi je pense pareil.

Émilie - Je suis pas sûre que je ferais quelque chose en particulier. J'irais plutôt rassembler les partis. Je prendrais les bonnes idées de tout le monde pour aider au mieux la France. On aurait juste besoin de ça. Mais c'est pas possible.

Anthony - Pour moi, il devrait y avoir personne qui commande.

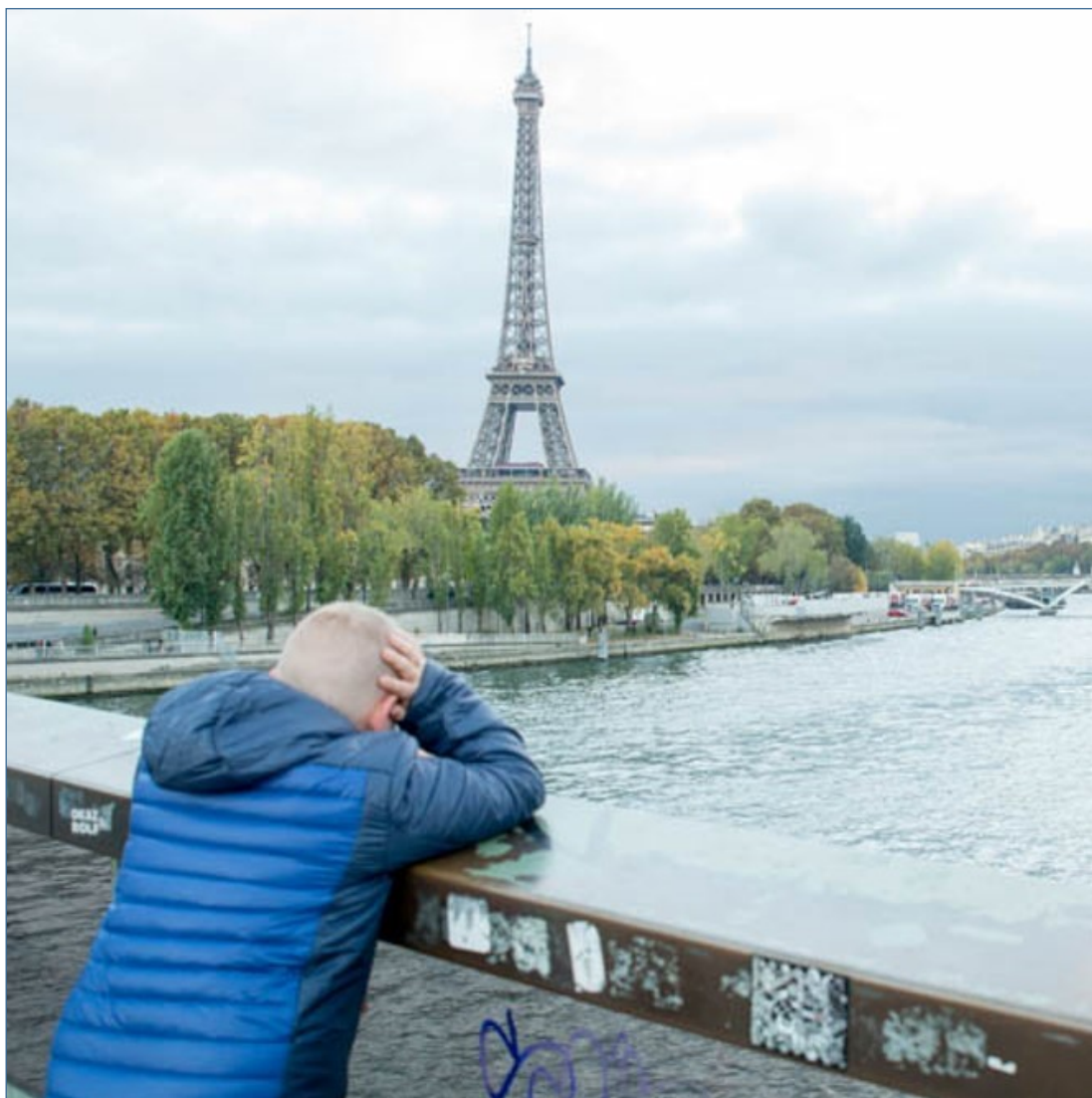
BROUHAHA de désaccord.

Anthony - En politique, droite, gauche, ça sépare tout le monde et c'est ça qui fait des conflits. S'il faut voter des lois, c'est au peuple entier de le faire. C'est tout le monde qui dirigerait. Tout le monde serait au même niveau. En ce moment y a qu'une partie du peuple qui est représentée.

« Merci à Hajar, Émilie, Haerleme, Anthony, Sabrina, Ophéline et Jonathan »

Reportage réalisé par Sylvain Joliton et Michèle Vannini

A! autour d'une image



La photo
de
Joël LACOUR

Rendez-vous

fin avril pour

Bruit(s) Numéro 3 ●●●